

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/W/528  
13 novembre 2003

(03-6089)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: espagnol

## QUESTIONS DE LA COLOMBIE CONCERNANT LE RAPPORT SEMESTRIEL DU COSTA RICA<sup>1</sup>

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 novembre 2003.

---

Lors de la dernière réunion du Comité des subventions, nous avons posé au Costa Rica, au titre du point i) de l'ordre du jour, une question au sujet de l'enquête qu'il avait ouverte en ce qui concerne l'oléine de palme et la margarine pour pâte feuilletée. Le délégué du Costa Rica ayant demandé que cette question soit présentée par écrit, les autorités de mon pays m'ont fait parvenir la question ci-après, que je vous demanderais de bien vouloir distribuer.

En vertu de l'article 13 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il doit être procédé à des consultations après qu'il aura été fait droit à une demande, et en tout état de cause avant que l'enquête ne soit ouverte. Compte tenu de cette disposition, le gouvernement costa-ricien pourrait-il nous indiquer le fondement juridique en vertu duquel il a ouvert l'enquête qu'il notifie au Comité des subventions et des mesures compensatoires, sans avoir tenu avec le gouvernement colombien les consultations prescrites par cet article?

---

<sup>1</sup> G/SCM/N/98/CRI.